



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

NM/I/ 4

ORIGINAL: français

DATE: 15 octobre 1974

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

REUNION DES ETATS MEMBRES AVEC DES ETATS NON MEMBRES

Genève, 21 au 23 octobre 1974

NOTES TRANSMISES PAR LES PARTICIPANTS

Note de la CIOPORA

La Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales de reproduction asexuée, sise à Genève, a transmis, le 30 août 1974, la lettre et le mémoire joints en annexe au présent document, qui concernent essentiellement la question de l'examen préalable prévu à l'article 7 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961.

[L'annexe suit]

CIOPORA

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES OBTENTEURS DE
PLANTES ORNEMENTALES DE REPRODUCTION ASEXUÉE

ANNEXE

4, Place Neuve - GENÈVE

TÉLÉPH. : 25.13.55 - TÉLÉGR. : CIOPORA GENÈVE - CH. POSTAUX : 116328 GENÈVE

Le 30 Août 1974

Monsieur Le Secrétaire Général
de l' U. P. O. V.
32 Chemin des Colombettes
1211 GENÈVE 20 .
SUISSE .

Monsieur Le Secrétaire Général

Ainsi que j'ai eu l'occasion de vous en informer lors de notre dernier entretien en vos bureaux, notre Association a été extrêmement sensible à la proposition, objet de votre lettre du 9 Avril 1974 et par laquelle vous nous proposez de vous faire part de nos observations et suggestions éventuelles à l'égard des projets de Principes Directeurs pour la conduite de l'examen préalable des espèces qui intéressent notre Association.

Comme nous en étions convenus, notre Association s'est penchée sur le problème général de l'examen préalable et je vous envoie aujourd'hui, joint à la présente, un mémorandum dans lequel sont exposées un certain nombre de considérations générales qui nous ont été inspirées par l'expérience récemment acquise en ce qui concerne le fonctionnement de l'examen préalable tel que prévu par l'article 7 de la Convention de 1961.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir transmettre ce document au Conseil de l'Union ainsi qu'au Groupe de Travail chargé de l'élaboration et de la révision des Principes Directeurs pour la conduite de l'examen préalable.

Nous souhaiterions vivement, conformément à votre proposition, qu'un dialogue puisse s'instaurer rapidement

.../...

CIOPORA

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES OBTENTEURS DE
PLANTES ORNEMENTALES DE REPRODUCTION ASEXUÉE

4, Place Neuve - GENÈVE

TÉLÉPH. : 25.13.55 - TÉLÉGR. : CIOPORA GENÈVE - CH. POSTAUX : 116328 GENÈVE

30 Août 1974

Monsieur Le Secrétaire Général
de l' U.P.O.V. - GENÈVE.

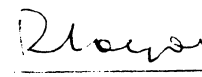
... Page 2.

entre notre Association et les organismes précités de manière à pouvoir aboutir aux améliorations souhaitées des procédures d'examen et de délivrance des titres de protection. D'avance nous vous remercions de votre intervention à cet effet.

Par ailleurs, notre Association ne manquera pas de vous faire part de ses suggestions plus spécifiques au niveau de l'examen de chacune des espèces qui la concernent au fur et à mesure de l'élaboration des projets de Principes Directeurs.

Dans l'attente de vous lire au sujet de ce qui précède et avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Monsieur Le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour la C.I.O.P.O.R.A.
Le Secrétaire Général



R. ROYON

C I O P O R A

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES OBTENTEURS DE
PLANTES ORNEMENTALES DE REPRODUCTION ASEXUÉE

4, Place Neuve - GENÈVE

TÉLÉPH. : 25.13.55 - TÉLÉGR. : CIOPORA GENÈVE - CH. POSTAUX : 116328 GENÈVE

Le 30 Août 1974.

MEMORANDUM

concernant l'examen préalable prévu par
l'Article 7 de la Convention d'Union de
Paris pour la Protection des Obtentions
Végétales du 2 Décembre 1961 .

I . Considérant les articles 7 et 30 (paragraphe 2) de la
Convention d'Union pour la Protection des Obtentions Végétales ainsi que la Recommandation annexée à ladite Convention et concernant l'organisation de l'examen préalable sur une base internationale;

Considérant les recommandations faites aux Etats Unis-
tes par le Conseil de l'Union à l'issue de sa septième
session des 10 - 12 Octobre 1973;

Rappelant par ailleurs les avis et recommandations qu'elle a déjà exprimés dans le passé (Observations d'Octobre 1961 sur l'Avant-Projet de Convention d'Août 1961 sur la Protection des Obtentions Végétales, Colloques internationaux sur la Protection des Obtentions Végétales d'Avril 1967, Paris et d'Avril 1972, Amsterdam);

Se référant enfin à la lettre que le Secrétariat Général de l' UPOV lui a adressée le 9 Avril 1974;

la C.I.O.P.O.R.A.

soumet au Conseil de l'Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales le présent Mémoire qui a pour but de faire le point sur le fonctionnement actuel de l'examen préalable en matière de plantes

.../...

C.I.O.P.O.R.A.

MEMORANDUM
30.8.74.

ornementales à reproduction végétative et de suggérer les améliorations qui sont actuellement souhaitées par la Profession.

II . Il est essentiel de rappeler que la Conférence Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales, qui a abouti à la Convention de Paris de 1961, avait été réunie, de 1957 à 1961, sur les instances des sélectionneurs de plantes qui ne pouvaient pas être protégées par brevet d'invention, c'est à dire principalement des plantes à reproduction sexuée et notamment à caractère alimentaire.

Or pour la plupart de ces plantes il existait déjà, dans le cadre de législations sur la commercialisation des semences et plantes, des examens préalables portant sur le rendement et le valeur culturelle des nouveaux cultivars.

Par ailleurs le caractère de nouveauté, pour ce même type de plantes, est souvent d'ordre physiologique (meilleur rendement, plus grande précocité etc...) et ne peut, le plus souvent, être vérifié qu'à la suite d'un examen cultural approfondi. Il en va de même pour les caractères d'homogénéité et de stabilité.

Nul doute que ce fait ait beaucoup influencé la décision prise par les rédacteurs de la Convention d'instituer un examen préalable.

A l'inverse, les obtentions végétales ornementales à reproduction asexuée ne présentent, par définition, aucune difficulté majeure sur le plan de l'homogénéité et de la stabilité. Quant à leur caractère de nouveauté, il est le plus souvent d'ordre morphologique et peut, en conséquence, être plus facilement et plus rapidement constaté. C'est sans doute pour cette raison qu'aux U.S.A. la protection, par le " plant patent ", des plantes à reproduction asexuée a pu fonctionner depuis 40 ans sans examen préalable à la satisfaction des obtenteurs comme des utilisateurs.

III. La C.I.O.P.O.R.A. déduit de ce qui précède que l'examen préalable des plantes ornementales à reproduction asexuée devrait être conçu sur la base de normes et critères radicalement différents de ceux utilisés pour les autres catégories de Plantes. Ce vœu est, du reste, tout à fait conforme à la Convention de 1961 qui dispose, au premier alinéa de l'article 7, que " cet examen doit être approprié à chaque genre ou espèce botanique en tenant compte de son système habituel de reproduction ou de multiplication ".

La C.I.O.P.O.R.A. estime en outre qu'une telle distinction est non seulement nécessaire mais encore urgente.

En effet, si l'examen préalable constitue la clé de voûte de la Protection des Obtentions Végétales telle que

conçue par la nouvelle Convention, il risque également, si l'on n'y prend garde, d'en constituer la pierre d'achoppement.

1. L'examen préalable limite le nombre des pays ayant accès à la Convention d'Union de Paris de 1961 : en effet, celle-ci fait obligation à tout État adhérent d'être en mesure de donner immédiatement effet aux dispositions de la Convention et donc de procéder à l'examen préalable institué par l'Article 7.

Or il est avéré que de nombreux pays ne disposent pas, et ne disposeront pas avant longtemps, de capitaux, des installations nécessaires, des techniciens compétents pour élaborer et faire fonctionner un service d'examen préalable.

2. L'examen préalable limite le nombre des espèces susceptibles d'être protégées par les législations nationales votées en application des dispositions de la Convention. C'est ainsi que l'Allemagne Fédérale a justifié le refus d'extension de la protection aux oeillets par l'absence d'installations ad hoc lui permettant de procéder à l'examen préalable des variétés de cette espèce.

3. L'examen préalable risque de devenir de plus en plus aléatoire et de moins en moins fiable en raison du nombre croissant des variétés mises au commerce dans chaque espèce et des pays avec lesquels les échanges commerciaux s'effectuent. Il fut un temps où les cultivars d'une espèce donnée, commercialisés dans un pays donné, provenaient pour la plupart d'obteneurs ressortissants de ce pays. Aujourd'hui l'origine de ces cultivars est de plus en plus variée : U.S.A., U.R.S.S., Japon, Australie, Nouvelle Zélande ... Il devient par conséquent pratiquement impossible, pour un expert, de connaître l'ensemble des cultivars existants à un moment donné ou même seulement l'ensemble des "variétés notoirement connues". L'examen préalable devient donc de plus en plus difficile et de plus en plus long.

4. Etant difficile, l'examen préalable est naturellement coûteux (En France un certificat d'obtention coûte trois fois plus cher qu'un brevet d'invention !). Ce coût élevé limite par conséquent le nombre de variétés pour lesquelles les obteneurs décident de déposer une demande de protection, ce qui, véritable cercle vicieux, entraîne à son tour la nécessité, pour les services chargés de l'examen, de maintenir des taxes élevées pour des raisons de rentabilité.

On peut se faire une idée plus précise de ce qui précède en consultant le Registre d'Inscription des variétés nouvelles (espèces à reproduction asexuée), tenu par le Syndicat Français des Obteneurs de Nouveautés Horticoles (BNPNH) : Au moment de l'entrée en vigueur de

.../...

la loi française sur la protection des obtentions végétales, 850 variétés récentes étaient déjà inscrites sur le Registre du SNPNH et susceptibles, à ce titre, de bénéficier des dispositions de l'Article 36 de la loi française; or il y a été fait usage de cette option pour 32 variétés seulement. Par ailleurs, en Avril 1974, quelques 200 variétés nouvelles avaient été enregistrées sur ledit Registre depuis l'entrée en vigueur de la loi française alors que, au cours de la même période, 40 variétés seulement avaient fait l'objet d'une demande de certificat d'obtention. Si l'on tient compte, enfin, du fait que le Registre en question n'englobe pas toutes les variétés qui sont mises au commerce (de nombreux obtenteurs ne sont pas syndiqués) on peut conclure des chiffres qui précèdent qu'il y a une désaffection assez inquiétante à l'égard de la protection conférée par la Convention.

Après enquête, la C.I.O.P.O.R.A. peut affirmer que la raison principale en est le coût de la protection, jugé trop élevé par un grand nombre d'obteneurs de plantes ornementales. Ces derniers s'efforcent de rentabiliser leurs travaux de recherche par des moyens détournés (vente à prix fort de matériel de propagation, gentlemen's agreements). L'autre raison en est sans doute les difficultés actuellement rencontrées par les obteneurs (surtout en Grande Bretagne et au Danemark) avec l'application des Principes Directeurs de l'U.P.O.V. sur les dénominations.

5. Etant long, l'examen préalable risque enfin d'allonger les délais de mise au commerce des variétés nouvelles ou de prolonger indûment la période (antérieure à la publication de la délivrance du titre) pendant laquelle l'obteneur, tout en bénéficiant d'une protection provisoire, ne peut constater ou poursuivre les actes portant atteinte à ses droits qu'après la notification d'une copie certifiée de la demande.

IV . Il faut conclure de tout ce qui précède que l'examen préalable, tel que conçu actuellement, comporte de nombreuses limitations d'ordre humain, technique et financier et qu'il importe d'étudier et appliquer rapidement toutes les mesures de nature à permettre, sinon sa suppression, du moins, son allègement dans les limites compatibles avec les textes de la Convention actuellement en vigueur.

La C.I.O.P.O.R.A. a constaté avec satisfaction que le Conseil de l'Union Internationale avait déjà pris, notamment au cours de sa réunion d'Octobre 1973, un certain nombre de mesures propres à améliorer la situation, telles par exemple que la possibilité, pour chaque état membre, de délivrer le titre de protection sur la base

.../...

C.I.O.P.O.R.A.

MEMORANDUM
30.8.74.

des résultats de l'examen préalable déjà effectué dans un autre état.

La C.I.O.P.O.R.A. considère néanmoins qu'il est nécessaire d'aller beaucoup plus loin dans le sens d'une simplification de l'examen préalable et se permet de suggérer les mesures suivantes :

A court terme :

1. Il est souhaitable que, pour chaque espèce le permettant sur le plan technique, un seul des pays de l'Union soit responsable de l'examen préalable de cette espèce, ceci de manière à éviter la multiplication onéreuse des collections de référence et des services d'examen. Les résultats de cet examen devraient être automatiquement reconnus par l'Etat qui en fait usage, sauf opposition de l'obtenteur ou de toute personne intéressée. Il est souhaitable que le pays choisi pour l'examen d'une espèce donnée le soit en fonction de ses possibilités climatiques et techniques vis à vis de l'espèce en question. Il serait regrettable en effet que l'examen fût confié à un pays qui nécessiterait un délai de 2 ans là où un autre pays peut effectuer le même travail dans un délai plus court.

2. Dans le cas où plusieurs pays unionistes disposent de services analogues d'examen préalable d'une espèce donnée, les résultats du premier examen doivent s'imposer, dans les mêmes conditions que ci-dessus, aux autorités des autres états. Le déposant doit naturellement avoir le pouvoir de choisir librement le pays dans lequel il désire faire effectuer l'examen préalable de sa variété.

3. Dans le cas où, comme il est dit précédemment, l'examen n'est effectué que dans un seul Etat unioniste il n'est, de l'avis de la C.I.O.P.O.R.A., ni raisonnable ni justifié de réclamer aux autres pays utilisateurs autre chose qu'une simple couverture des frais administratifs occasionnés par la communication des résultats des examens effectués par ce pays. Il ne faut pas en effet oublier la finalité de la coopération internationale qui est essentiellement de réduire les frais de protection pour les obtenteurs comme pour les services officiels responsables. A cet égard la C.I.O.P.O.R.A. souhaiterait également que les taxes d'examen fussent uniformisées sur la base des tarifs les plus bas actuellement en vigueur.

4. Dès qu'un seul pays de l'Union protège une espèce donnée et a mis en place par conséquent des services correspondants d'examen préalable, cette espèce doit immédiatement et automatiquement être inscrite sur la liste des espèces pour lesquelles tous les autres pays s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention.

..../...

C.I.O.P.O.R.A.

MEMORANDUM
30.8.74.

5. Même dans le cas où l'examen préalable ne serait plus effectué que dans un seul pays, la C.I.O.P.O.R.A. propose de nommer, pour chaque espèce ornementale considérée, un groupe de travail permanent composé d'experts internationaux. Ces derniers, nommés par le Conseil et choisis en raison de leur compétence, auraient pour mission d'assister les services du pays chargé de l'examen de l'espèce en question et pourraient se déplacer sur demande. Ils tiendraient à jour les Principes Directeurs pour la conduite de l'examen préalable de chaque espèce considérée.

6. L'établissement d'une collection de référence exhaustive étant pratiquement irréalisable pour des raisons techniques et financières évidentes, la C.I.O.P.O.R.A. considère qu'il serait souhaitable de répertorier de manière complète et de tenir à jour, pour chaque espèce, la liste des variétés se trouvant dans des collections de référence privées ou publiques déjà existantes de manière à pouvoir y recourir en cas de besoin.

A moyen terme :

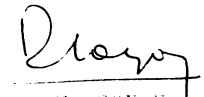
Même si les mesures qui précèdent sont de nature à apporter un allègement sensible au dispositif actuel d'examen préalable, il faut se demander si l'on ne doit pas envisager des solutions plus radicales et plus pragmatiques encore.

En effet la Nouvelle Zélande a récemment élaboré une loi sur la Protection des Obtentions Végétales dont les dispositions prévoient que l'examen peut être effectué sur la base de plantes de référence demeurant chez le demandeur lui-même. De même, aux Etats Unis, le Plant Variety Protection Act du 1er Janvier 1971, qui institue une protection pour les catégories de plantes non protégeables par la Plant Patent Act de 1930 et qui est pourtant très largement inspiré de la Convention de 1961, ne prévoit pas d'examen préalable au sens où l'entend le Convention.

C'est pourquoi la C.I.O.P.O.R.A. demande que des contacts soient pris par le Conseil et les Organisations Professionnelles représentatives avec les autorités compétentes de ces pays afin de connaître les raisons qui ont déterminé cette option, afin de confronter les expériences acquises en ce domaine et afin de faire le bilan, de manière objective, des avantages et inconvénients des deux systèmes.

La C.I.O.P.O.R.A. se tient à l'entière disposition du Conseil de l'Union pour débattre plus en détail de chacun des points évoqués dans le présent Mémoire.

Pour la C.I.O.P.O.R.A.


R. BOYON
Le Secrétaire Général.

[Fin du document]